

emprunte. Il ne peuvent pas être échangés par le Trésor des États-Unis contre de l'or ou contre des billets de banque. Ils constituent une masse monétaire qui flotte à sa fantaisie de par le vaste monde. Aucun pays et aucun organisme ne les reconnaît pour siens, et ce sont ces dollars que la Société emprunte. C'est donc dire que c'est le Canada qui, en dernière analyse, assume la responsabilité des prêts que la Société accorde, même si les administrateurs de la Société voudraient nous faire croire le contraire.

L'état de l'économie mondiale suscite une inquiétude grandissante, et d'aucuns craignent même que le monde occidental soit à la veille d'une dépression. Partout dans l'Occident capitaliste, le chômage semble augmenter. Des événements déprimants se produisent et les vieilles formules économiques semblent avoir perdu de leur efficacité. Les économies ne peuvent plus être dirigées comme autrefois. Les Britanniques ont constaté que même en s'attirant de lourds déficits budgétaires, l'inflation a continué de monter.

Pour ce qui est des problèmes de la SEE, il faut souligner qu'aucune théorie convaincante n'a été proposée comme solution de rechange, pour remplacer les vieux mécanismes. Les "monétaristes" proposent des solutions mais elles feraient accroître le chômage, du moins au début, aussi, elles se buttent à une résistance considérable en société démocratique où la population élit son gouvernement. Personne n'aurait pu prédire que le prix du pétrole allait soudainement être multiplié par quatre, gâtant ainsi toutes les belles prévisions ordonnées à long terme. De cette montée en flèche du prix du pétrole, de l'instabilité actuelle de la balance des paiements et du chaos sur les marchés internationaux des devises, aucune nouvelle formule n'a vu le jour ou n'a été mise au point. L'un des effets nuisibles de tout cela, y compris l'action d'organismes tels la Société pour l'expansion des exportations, c'est que nous sommes en train d'internationaliser les politiques économiques.

Lors des récentes rencontres au sommet en France, à Porto Rico et en Grande-Bretagne, les débats ont surtout porté sur la politique économique, et ce sera la même chose lors du prochain sommet prévu à Bonn pour juillet. M. Callaghan, premier ministre de la Grande-Bretagne, compte sur le sommet de Bonn pour apporter des solutions. Nous comptons sur la SEE pour aider, et de plus en plus, l'économie remplace les armes dans les alliances de défense. Lors du sommet de l'année dernière, à Londres, tous les participants ont convenu qu'il fallait accélérer la croissance économique afin d'augmenter le volume du commerce international et de réduire le chômage, mais cela ne s'est pas produit. L'Allemagne, que beaucoup de pays blâment pour n'avoir pas fait assez, a tenté de réévaluer son économie à trois reprises, mais les résultats ont été décevants.

Le grand problème, c'est que les États-Unis, locomotive économique du monde entier, sont aux prises avec un dollar en baisse, un déficit astronomique de leur balance des paiements et une économie que menace une grave inflation. Il n'est donc pas étonnant que le protectionnisme règne partout et inquiète les partisans de l'internationalisme en économie. C'est là un problème pour la Société pour l'expansion des exportations.

● (1542)

Le groupe de pression des protectionnistes en Grande-Bretagne, qui est surtout de gauche, soutient que le nombre des

chômeurs pourrait bien atteindre 4.5 millions, soit trois fois plus que présentement.

Les protectionnistes se plaignent également des contrôles sur les importations. Les pays occidentaux industrialisés pourraient aussi dresser des barrières douanières contre les pays asiatiques, notamment le Japon. Le président Giscard d'Estaing semble vouloir suivre cette voie. Le dilemme auquel est confronté le monde est évident: les protectionnistes soutiennent d'une part que les pays risquent une récession s'ils ne suivent pas leur politique, tandis que leurs adversaires soutiennent de l'autre que c'est la mise en place de ces barrières douanières qui va entraîner une récession. La plupart des gens s'accordent cependant pour dire que nous allons éprouver des problèmes d'une façon ou de l'autre, perspective fort dégrisante pour les pays occidentaux.

Personne ne conteste sérieusement que nous ayons réussi à maintenir notre niveau de vie élevé en grande partie grâce à la disponibilité de pétrole et de gaz bon marché. En dépit du fait qu'il y a actuellement un léger surplus, l'avenir est sombre. Les États-Unis, cette puissante locomotive du monde, importent actuellement près de la moitié de leur consommation. Si l'URSS ou un autre pays dans ce secteur du monde les empêchait de s'approvisionner en pétrole au Moyen-Orient, cela provoquerait de graves difficultés économiques et peut-être même un profond marasme.

On peut tout exporter si on y met le prix, et le Canada devient une source de crédit peu coûteux pour certains de nos concurrents les plus acharnés. J'ai parlé du financement par la SEE d'une usine de pâtes et papiers d'une valeur de 100 millions en Pologne. Le gouvernement et d'autres prévoient que la Pologne sera un des principaux concurrents sur le marché européen des pâtes et papiers. Karl Marx disait jadis que les capitalistes sont si désireux de vendre que les États marxistes peuvent continuer à acheter d'eux en quantités suffisantes pour soutenir leur propre économie défaillante, tant qu'ils ne seront pas en mesure de les renverser.

Lorsqu'on prête de l'argent avec un tel manque de discernement afin de stimuler les exportations, il arrive forcément un temps où cela cesse d'être utile. Il est malheureux de constater qu'une initiative utile au début, puisqu'elle a permis d'accroître les échanges multilatéraux, a atteint un point de non retour.

A maints égards, ce projet de loi montre bien dans quel dilemme le Canada se trouve. Depuis 25 ans, notre économie est toute d'expédients, c'est-à-dire que nous persistons à favoriser une région du pays au détriment d'une autre par le biais des interventions du pouvoir central. Les démarches officielles qui ont été faites pour essayer d'empêcher la compagnie Sun Life de transférer son siège social de Montréal à Toronto en est un bel exemple. Pour une raison ou pour une autre, le gouvernement croit qu'il devrait demeurer à Montréal. Montréal se trouve pourtant au Québec, et le gouvernement de cette province a décidé qu'il fallait utiliser l'anglais le moins possible, sinon bannir totalement l'usage de cette langue. Il ne faut toutefois pas oublier que la plupart des actionnaires de cette compagnie proviennent de la partie anglophone du pays.

Bien des entreprises constatent actuellement qu'il n'est pas facile de travailler dans la seconde langue et d'utiliser au siège social une langue différente de celle de la majorité des clients, surtout quand c'est l'anglais qui est la langue des affaires, sur